

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU TARN

VILLE DE CASTRES

Sécurité et Réglementation
Dossier suivi par Marjolaine DUPONT
MD/20/049
92 E 028

✓A-

Communauté d'Agglomération
Castres-Mazamet
Espace Ressources
Le Causse Espace d'Entreprises
81115 CASTRES CEDEX

Castres, le 17 avril 2020

Le Maire de la Ville de CASTRES a l'honneur de vous adresser les pièces suivantes :

BORDEREAU D'ENVOI

NATURE DES PIECES	NOMBRE	OBSERVATIONS
Arrêté municipal du 8 avril 2020 portant autorisation de travaux à la piscine patinoire de l'Archipel à Castres		
Procès-verbal de la Sous-Commission Départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées en date du 12/03/2020		
Procès-verbal de la Sous-Commission Départementale de Sécurité ERP/IGH en date du 12/03/2020		

RESPONSABLE COORDONNATEUR

DARJ
Archipel



LE MAIRE,
Pascal BUGIS



ARRETE

Reçu à la Préfecture
le 08 AVR. 2020
Publié par affichage
le
et/ou notifié le

ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC N° 92 E 028
AUTORISATION DE TRAVAUX - SECURITE ET ACCESSIBILITE
PISCINE PATINOIRE L'ARCHIPEL
AVENUE GEORGES POMPIDOU – 81100 CASTRES

Le Maire de la Ville de CASTRES,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212.1 et suivants,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment les articles R 111-18 à R 111-19-47, L 111-7 à L 111-8-4,

Vu la demande de la Communauté d'Agglomération Castres-Mazamet, portant mise aux normes d'accessibilité selon l'Ad'AP de l'établissement, sis à CASTRES, Avenue Georges Pompidou, (établissement de **type X** de **1^{ère} catégorie** avec un effectif théorique maximum du public admis de 2 430 personnes y compris 40 personnes au titre du personnel),

Vu l'avis émis par la Sous-Commission Départementale de sécurité ERP/IGH et l'avis de la Sous-Commission Départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées en date du 12 mars 2020,

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Les travaux relatifs à la demande précitée sont autorisés.

- AU TITRE DE LA SECURITE :

DISPOSITIONS GENERALES :

Le pétitionnaire devra respecter les dispositions réglementaires suivantes :

■ Code de la construction et de l'habitation (articles R 123-1 à R 123-55, et R 152-4 à R 152-5)

■ Règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public :

► Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public (ERP) ;

► Arrêté du 10 novembre 2016 portant règlement de défense extérieure contre l'incendie pour le département du TARN ;

► Arrêté modifié du 4 juin 1982 portant approbation des dispositions particulières du type X (Etablissements sportifs couverts).

► Arrêté modifié du 21 juin 1982 portant approbation des dispositions particulières du type N (Restaurants et débits de boissons).

► Arrêté du 5 février 2007 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public du type L (salle d'audition, salle de conférences, salle de réunions, salle de paris, salle réservée aux associations, salle de quartier, salle de projection, salle de spectacles, cabarets, salle polyvalente, salle multimédia).

DISPOSITIONS PARTICULIERES :

Les prescriptions énoncées dans le Procès-Verbal d'étude de la Sous-Commission Départementale pour la sécurité ERP / IGH, annexé au présent arrêté, devront obligatoirement être appliquées.

- AU TITRE DE L'ACCESSIBILITE :

DISPOSITIONS GENERALES :

Le pétitionnaire devra respecter les dispositions réglementaires suivantes :

► Arrêtés des 01/08/2006, 08/12/2014, 15/12/2014, 27/04/2015, et 20/04/2017 relatifs à l'accessibilité des personnes handicapées des Etablissements Recevant du Public et des installations ouvertes au public,

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES :

Les prescriptions énoncées dans le Procès-Verbal d'étude de la Sous-Commission Départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées, annexé au présent arrêté, devront obligatoirement être appliquées.

ARTICLE 2 - Le présent arrêté ne vaut que pour les travaux précités et ne saurait se substituer à toutes autres autorisations s'il y échet.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulouse, saisi par courrier ou par l'application Télérecours, accessible par le lien : <http://www.telerecours.fr>, dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le pétitionnaire.

ARTICLE 4 - Monsieur le Directeur Général des services de la Ville, Madame le chef de circonscription de police nationale de CASTRES, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au demandeur par voie administrative.

Fait à CASTRES, le 08 AVR. 2020

Pour ampliation et
par délégation

M. FERREIRA
Adjoint administratif



LE MAIRE,
Signé Pascal BUGIS

**Procès-verbal d'étude de la Sous-Commission
Départementale de Sécurité ERP / IGH
en date du 12 mars 2020**

ORDRE DU JOUR N° : 49

Dossier transmis par : **Mairie de Castres Service Sécurité-Réglementation**

Réf. du dossier : **065X018** (20200183)

Commune : **CASTRES**

Établissement : **PISCINE PATINOIRE "L'ARCHIPEL"**

Adresse : **Avenue Georges Pompidou**

☐ **DAT 06520E0007**

Date de dépôt en mairie : 19 février 2020

**Travaux de mise en accessibilité de l'ensemble des locaux
accessibles au public intérieurs et extérieurs**

Maître d'ouvrage : **la Communauté d'Agglomération de Castres-Mazamet**

Bureau de contrôle agréé : **SOCOTEC**

Affaire suivie par : **Commandant Patrick CANTE**

Description des travaux

Le projet porte sur la mise en accessibilité d'un établissement existant. Les modifications demandées n'influent pas sur les moyens mis en œuvre pour assurer la sécurité de l'établissement de 7 350 m² à usage de piscine et patinoire dans des bâtiments à R+1 avec vide sanitaire, organisé de la manière suivante :

HALL D'ENTREE : 210 m²

PISCINE :

rez-de-chaussée haut :

- un bassin de compétition de 525 m² et 400 m² de plages périphériques
- gradins fixes pour baigneurs et spectateurs
- deux locaux de rangement de matériel de 100 m² avec un escalier menant au rez-de-chaussée bas
- un bloc sanitaire
- un bassin ludique de 292 m²

- une pataugeoire de 70 m²
- plages, coin détente et bain bouillonnant pour 400 m²
- mini toboggan et zone de glissade
- vestiaires pour 500 m² et 4 locaux de déshabillage
- douches et divers locaux techniques pour environ 600 m²
- des vestiaires du personnel (sanitaires et salle de repos)
- quatre locaux de rangement et un bureau pour le restaurant
- une aire extérieure d'1,5 ha avec un plan d'eau de 470 m², une pataugeoire de 25 m² et une plage de 500 m²

rez-de-chaussée bas : non accessible au public

- locaux techniques traitement de l'eau

PATINOIRE :

- piste de 26 x 56 = 1 456 m²
- dégagement patineurs 300 m²
- tribunes fixes 974 places
- deux vestiaires sportifs et un local arbitres
- un vestiaire public et sanitaires
- local rangement patins et atelier d'affûtage
- un local « club »
- un local surfaceuse (surfaceuse électrique)
- loge
- infirmerie

rez-de-chaussée bas : non accessible au public

- locaux techniques (TGBT, transformateur, stockage, chaufferie, ateliers, groupes froid, traitement air / eau, ...)

MEZZANINE : 400 m² avec des accès directs sur l'extérieur

- un bar, une cuisine fermée et une salle de restauration de 247 m²
- un local chaudière et un placard électrique
- un self
- un espace plonge
- une véranda de 136 m²
- une salle de jeux

R+1 :ADMINISTRATION

- quatre bureaux
- une salle de réunions

Effectif

L'effectif théorique maximum susceptible d'être reçu simultanément s'élève à **2 430 personnes** y compris le personnel (40 personnes). Cet effectif est déterminé en fonction des calculs présentés dans le tableau suivant :

Locaux	Types de fonctionnement	Types d'activité	Surfaces ou places assises	Modes de calcul	Effectifs	
					public	personnels
Patinoire	Fonctionnement quotidien	X	1456 m²	2 personnes pour 3 m² de plan de patinage (art X2)	971	10
	Fonctionnement en compétition	X	1456 m² 974 places	1 personne pour 10 m² de plan de patinage + effectif des spectateurs (art X2)	1120	0
	salle de spectacle sur glace	X				
	salle de spectacle avec aménagement (boxe, concert,...)	L	activité entrant dans le cadre de l'article GN6 nécessitant le dépôt d'un dossier spécifique avec visite d'ouverture au public		2800	100
Piscine (bassins couverts)	Fonctionnement quotidien	X	bassin sportif : 525 m² bassin ludique : 292 m² pataugeoire : 70 m²	1 personne / m² de plan d'eau	887	20
	Fonctionnement en compétition	X	bassin sportif : 525 m² bassin ludique : 292 m² pataugeoire : 70 m² 388 places	1 personne / 5 m² de plan d'eau + 1 personne / 0,5 mètre de gradins	565	20
Piscine (bassins découverts)*	Fonctionnement quotidien	X	bassin ludique : 470 m² pataugeoire : 25 m²	3 personnes pour 2 m² de plan d'eau	743	20
Restaurant	Fonctionnement quotidien	N	salle intérieure : 247 m² véranda : 136 m²	1 personne par m² de salle de restauration assise	383	10

* Nota : Dans la mesure où les espaces extérieurs possèdent des dégagements directs sur la voie publique permettant au public d'évacuer sans passer par les bâtiments, l'effectif admissible dans ces parties de l'Archipel, ne sont pas pris en compte pour le classement de l'ERP.

Classement

Établissement de type X de 1^{ère} catégorie
Types annexes : N ; L

Dispositions réglementaires applicables

- ☐ Code de la construction et de l'habitation (articles R 123-1 à R 123-55, R 152-4 à R 152-5)
- ☐ Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- ☐ Arrêté modifié du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public (ERP).
- ☐ Arrêté du 10 novembre 2016 portant règlement de défense extérieure contre l'incendie pour le département du TARN

- ☐ Arrêté modifié du 4 juin 1982 portant approbation des dispositions particulières du type X (Établissements sportifs couverts).
- ☐ Arrêté modifié du 21 juin 1982 portant approbation des dispositions particulières du type N (Restaurants et débits de boissons).
- ☐ Arrêté du 5 février 2007 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public du type L (salles d'audition, salles de conférences, salles de réunions, salles de pari, salles réservées aux associations, salles de quartier, salles de projection, salles de spectacles, cabarets, salles polyvalentes, salles multimédia).

Engagement relatif à la solidité

Conformément à l'article 45 du décret 95-260 du 08 mars 1995 modifié, l'engagement du maître d'ouvrage à respecter les règles de construction et notamment celles relatives à la solidité a été produit sous la forme du paragraphe 9 "Engagement du (ou des) demandeurs" de l'imprimé du permis de construire signé par le maître d'ouvrage.

Historique de l'Etablissement

dates	Études ou visites	Commentaires
28/04/92	SCDS PC 92H0262	Construction du complexe piscine patinoire
13/05/92	SCDS PC 92H0262	Dérogation relative à l'absence d'un pare flammes de degré ¼ heure pour les cloisons vitrées du hall. La détection incendie est installée en compensation dans tous les locaux (avis favorable)
25/06/93	ouverture PC 92H0262	Visite d'ouverture (avis favorable)
23/11/94	Visite contrôle	AD motivé par absence de vérifications techniques, Aménagement du hall 1 ^{er} étage en salle de restaurant et cuisine (prévu dans le cadre du PC mais non réceptionné)
13/04/95	Dossier de régularisation	3 prescriptions à réaliser
29/02/96	Visite Périodique	avis favorable
12/11/97	SCDS	Configuration spectacle " 2 BE 3 "3394 personnes (avis favorable)
09/12/97	SCDS	Dérogation relative à la DAI en galerie technique sous-sol. Détecteurs désactivés compte-tenu du milieu humide et corrosif. (avis favorable) DF de la zone déshabillage et cuisine en mécanique existant, réalimentés sans mise en œuvre des équipements prévus par arrêté de juin 1993. (avis favorable)
17/02/98	SCDS DAT 092 E 028	Remplacement faux-plafond vestiaires piscine et installation de filets de protection piscine (avis favorable)
16/06/98	SCDS DAT 92 E 028	Transformation d'une salle de musculation en vestiaire personnel (avis favorable)
02/04/99	Visite périodique	Levée des prescriptions du rapport APAVE de 1997 relatif au SSI (avis favorable)
01/07/99	SCDS DAT 92 E 029	Manifestation de karting sur glace (avis favorable)
21/03/01	Visite périodique et réception de travaux DAT 92 E 028	avis favorable piscine et patinoire avis défavorable restaurant motivé par absence de vérifications techniques et installation de cuisson non isolées de la salle
17/04/03	Visite périodique	avis favorable

dates	Études ou visites	Commentaires
06/01/05	SCDSA DAT 04 N 072	Configuration référence spectacle " GAD ELMALEH " 1937 personnes assises (avis favorable)
06/01/05	SCDSA PC 04 H 1246	Construction d'une cuisine (AF)
24/04/06	Visite de réception	Configuration N°2 spectacle sur glace à 1292 personnes (avis favorable)
24/05/06	SCDS DAT 06 M 042 / 06-25	Configuration type gala de boxe à 1322 personnes (avis favorable)
02/06/06	Visite de réception DAT 06 M 042 / 06-25	Configuration type gala de boxe à 1322 personnes (avis favorable)
07/09/06	SCDS DAT 02 E 028-0639	Aménagement du restaurant (avis favorable)
19/10/06	SCDS PC 06 H 1157	Création d'une véranda au restaurant (avis favorable)
21/12/06	SCDS DAT 06 M 093/06-69	Agencement de la salle polyvalente pour spectacle " public assis " dossier référence à 1864 personnes (avis favorable)
11/01/07	SCDS DAT 06 M 108/0676	Spectacle " Nicolas Canteloup " à 1675 personnes (avis favorable)
12/01/07	Visite de réception DAT 06 M 108/0676	Spectacle " Nicolas Canteloup " à 1675 personnes (avis favorable)
18/04/07	Visite périodique et réception de travaux DAT 92 E 028/0639 PC 06 H 1157	Aménagement du restaurant et véranda (avis favorable)
07/06/07	SCDS DAT 07 M 021/0726	Gala de boxe dossier référence à 1465 personnes (avis favorable) (non réceptionnée)
28/06/07	SCDS DAT 07 M 024/0729	Agencement de la patinoire pour accueillir des repas. (dossier référence à 1000 personnes) (avis favorable) (non réceptionnée)
07/05/08	SCDS DAT 08 M 015/0829	Configuration manifestation de basket : dossier référence (avis favorable) (non réceptionnée)
18/03/09	SCDS DAT 92 E 028/0918	Installation de portes automatiques dans le hall d'entrée Aménagement d'un local rangement (avis favorable)
16/04/09	Visite périodique et réception de travaux DAT 92 E 028/0918	Installation de portes automatiques dans le hall d'entrée Aménagement d'un local rangement (avis favorable) Une salle de jeu enfants en extension du restaurant est réceptionnée mais sans DAT (prescription et avis favorable)
13/08/09	SCDS DAT 92 E 028/0964	Remplacement de l'escalier du toboggan (avis favorable)
15/07/10	SCDS DAT 92 E 028/1057	Aménagement d'une zone de divertissement avec jeux gonflables sur espace vert piscine (avis favorable)
05/04/11	visite périodique	avis favorable
17/05/13	visite périodique et de réception de travaux	Remplacement su SSI catégorie A (avis favorable)
07/04/16	visite périodique	avis favorable révision des effectifs et du classement
09/04/19	visite périodique	avis favorable remplacement d'une chaudière gaz
29/08/19	SCDS PC 06519B1088	avis favorable construction d'un bassin nordique (extérieur) de 50 mètres

Étude de la notice de sécurité

La notice de sécurité jointe au dossier précise notamment les points suivants :

Accessibilité : deux façades accessibles par deux voies engins

Implantation : isolement par rapport aux tiers par des distances supérieures à 8 mètres

Dispositions constructives :

- la charpente est soit stable au feu ½ heure par flocage, soit en lamellé collé stable au feu de degré ½ heure
- les vitres de la patinoire et de la piscine n'ont pas de résistance au feu. La détection est installée en mesure compensatoire (**Dérogation du 13/05/1992 - absence d'un PV justifiant d'un pare flammes de degré ¼ d'heure**) .

Nota : L'article X1§ 3 précise l'application du type L pour les salles polyvalentes à dominante sportive d'une aire d'activité supérieure à 1200 m², à ce titre, l'article X 4 allégeant les contraintes des éléments verriers ne peut s'appliquer.

- Le self n'est pas considéré comme un local car il existe deux ouvertures au niveau des portes et ces dernières ne font qu' 1,80 mètre (la DSV impose des portes pour maintenir la température dans le local)
- degré coupe-feu des différentes parois : 1 heure avec des blocs portes pare-flammes de degré ½ heure

Locaux à risques particuliers et les mesures constructives afférentes :

- **risques importants** : la **chaufferie (piscine et patinoire), le transformateur et les groupes froids** isolés par des parois et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures ou EI 120 et des blocs portes coupe-feu de degré 1 heure ou EI 60 s'ouvrant dans le sens de la sortie et munis d'un ferme porte
- **risques moyens** : la **chaufferie du bar puissance inférieure à 70 kW, local déchets, entretien, TGBT, local rangement technique et la cuisine** isolés par des parois et plafonds coupe-feu de degré 1 heure ou EI 60 avec portes coupe-feu de degré ½ heure ou EI 30 munies de ferme portes.

Nota : Le local surfaceuse n'est pas considéré comme un local à risques particuliers d'incendie. Il est équipé toutefois de détecteurs automatiques d'incendie.

Aménagements intérieurs :

- revêtements de sol : carrelage M0
- revêtements muraux : peinture sur plâtre M1
- revêtements de plafond : M1
- sol antidérapant dans la piscine et les vestiaires de la piscine

Dégagements :

Niveau	Effectif à évacuer	Dégagements réglementaires		Dégagements réalisés		Solutions GN 8 retenues par niveau
		Nbre sorties	Nbre UP	Nbre sorties	Nbre UP	
Piscine (bassins couverts)	907	3	10	5	17	sorties directes sur l'extérieur, de plain-pied
Patinoire	1130	4	12	9	35	sorties directes sur l'extérieur, de plain-pied
Restaurant	393	2	5	4	6	aide humaine
Établissement	2430	6	25	14	60	-

- Pour le bloc tribune A, les dégagements de 1 mètre réduits à 0,70 mètre débouchant sur la patinoire sont comptabilisés de la façon suivante : une en sortie et trois en unités de passage
- Les tribunes B1 et B2 disposent de deux escaliers de trois unités de passage (3 UP).

Ascenseur : un appareil hydraulique

Ventilation : VMC

- Des détecteurs autonomes déclencheurs coupent les CTA.
- Un contrôle de la teneur en CO est assuré par un détecteur " Dräger " permanent fixé dans le vestiaire patinoire.
- L'arrêt de la ventilation est pris en compte depuis le CMSI.

Désenfumage : déclenchement automatique sur détection automatique d'incendie non temporisé

- désenfumage naturel pour la patinoire avec un seul canton > 1600 m² et pour le hall dont les commandes sont sur le CMSI (Dérogation du 13/05/1992). Une seule commande permet d'ouvrir simultanément les ouvrants .
- reprise totale du désenfumage naturel de la patinoire au centralisateur de mise en sécurité incendie
- désenfumage mécanique pour la zone de déshabillage public piscine.

Installations électriques :

- conformes à la NF C 15.100 et au décret n° 2010-1118 du 22 septembre 2010 relatif à la protection des travailleurs au sein de l'établissement
- dispositif de mise hors tension générale de l'établissement : oui, dans la cour technique au rez-de-chaussée bas
- source de remplacement : non

Éclairage de sécurité : blocs autonomes d'éclairage de sécurité sur source centrale située dans le TGBT ambiance et évacuation

Chauffage :

- une chaufferie GAZ avec deux chaudières totalisant 1 680 kW pour l'ensemble de l'établissement
- une chaufferie GAZ d'une puissance inférieure à 70 kW pour la cuisine du restaurant

Installations de cuisson :

- cuisine fermée avec une hotte 400° C / 2 heures, alimentée en amont de la coupure des forces
- puissance utile totale des appareils de cuisson et des appareils de remise en température installés supérieure à 20 KW

Installations de gaz : oui ,chaufferie et cuisine

Installation de gaz spéciaux : gaz frigorigène (R 507) pour la patinoire

Consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap :

- évacuation par les membres du personnel
- évacuation par les organisateurs dans le cadre de manifestations type concerts

Moyens de secours :

- extincteurs à eau pulvérisée et extincteurs adaptés aux risques
- système de sécurité incendie de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1 (détection ponctuelle pour les locaux, détection multiponctuelle par prélèvement pour les pléniums et le local traitement air/eau et détection linéaire dans le hall la patinoire)
- alarme prenant en compte les personnes en situation de handicap dans les locaux où elles peuvent se trouver isolées (flash lumineux)
- la détection incendie est implantée dans toutes les pièces (Dérogation du 13/05/1992) sauf dans la galerie technique du sous sol (dérogation du 09/12/1997). Compte-tenu du milieu humide et corrosif des galeries techniques du sous-sol, les détecteurs automatiques d'incendie ont été déposés.
- Le centralisateur de mise en sécurité incendie est situé à l'accueil.
- Les tableaux répétiteurs d'exploitation sont situés :
 - au bar
 - à l'administration
 - à la banque à patins (patinoire)
 - dans le couloir de la cour technique
 - dans le bureau techniciens (rez-de-chaussée bas patinoire)
- report d'alarme sur les téléphones portables
- La temporisation sur le déclenchement de l'alarme générale est réglée à 5 minutes.
- Un dossier d'identité SSI est annexé au registre de sécurité
- moyens d'alerte : téléphone urbain et 4 postes « ligne directe »
- affichage des plans d'évacuation
- défibrillateur automatique externe et oxygénothérapie installés au bord de la piscine.
- défense extérieure contre l'incendie :

Nature du point d'eau	N°	Débit (m³/h sous 1 bar)	Distance (m)
poteau d'incendie	990508	170	20
poteau d'incendie	990507	230	50
poteau d'incendie	990509	150	10
poteau d'incendie	065399	76	100
poteau d'incendie	904520	78	150

Avis de la commission

En conclusion, la sous-commission départementale de sécurité ERP / IGH émet un **avis favorable** à la réalisation des travaux, néanmoins les prescriptions suivantes doivent être appliquées :

N°	Prescriptions
1°)	Veiller à ce que les travaux qui feraient courir un danger quelconque au public ou qui apporteraient une gêne à son évacuation soient effectués en dehors de sa présence. (GN 13)
2°)	<p>Faire vérifier par un organisme de contrôle agréé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les installations techniques (électriques, électromécaniques, thermiques) • les dispositions constructives <p>Ces vérifications sont réalisées dès la phase d'aménagement de l'établissement.</p> <p>Ce document sous la forme d'un rapport de vérifications réglementaires après travaux (RVRAT) sera transmis au secrétariat de la commission de sécurité compétente <u>par le responsable de l'établissement</u> après les travaux. La réception se fera à l'occasion de la prochaine visite périodique.</p> <p>Le RVRAT devra explicitement faire référence à cette demande d'autorisation de travaux (DAT 06520E0007) ainsi qu'au présent procès verbal (GE 7, GE 8).</p>
3°)	<p>Tenir compte de la nature de l'exploitation et en particulier de l'aide humaine disponible en permanence pour participer à l'évacuation des personnes en situation de handicap.</p> <p>Formaliser dans le dossier prévu à l'article R 123-22 la ou les solutions retenues pour l'évacuation de chaque niveau de la construction en tenant compte des différentes situations de handicap. (art. GN 8)</p>

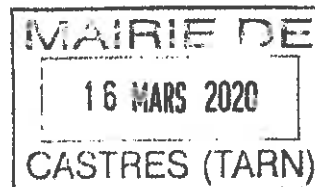


**Le Président de la Sous-Commission
Départementale de Sécurité**

Philippe SERVANTON



PRÉFÈTE DU TARN



**Direction départementale des
territoires**

**COMMISSION CONSULTATIVE DÉPARTEMENTALE
DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ**

DDT 81/SCHAT/PLHVC/BBPA

Dossier suivi par :
Myriam BONNET

**Sous-Commission Départementale pour l'Accessibilité des personnes
handicapées**

Tél. : +33581275032
Fax : +33581275006
myriam.bonnet@tarn.gouv.fr

Réunion du jeudi 12 mars 2020

**AVIS DE LA CCDSA RELATIF A L'ACCESSIBILITE AUX
PERSONNES HANDICAPEES**

Procès verbal de la réunion

Textes de référence

Code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 111-7 à L. 111-8-4 et les articles R. 111-18 à R. 111-19-60 ;

Arrêté du 8 décembre 2014 modifié ;

Arrêté du 15 décembre 2014 ;

Arrêté du 27 avril 2015 ;

Arrêté du 1 août 2006 (dépôt pour instruction avant le 01 juillet 2017) ;

Arrêté du 20 avril 2017 (dépôt pour instruction après le 30 juin 2017) ;

DOSSIER N° AT 081 065 20 E 9007

Commune : CASTRES

Demandeur : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CASTRES-MAZAMET

représenté(e) par M BUGIS Pascal

Adresse du demandeur : Le Causse 81100 CASTRES

Nom établissement : L'ARCHIPEL

Adresse des travaux : Avenue Georges Pompidou 81100 CASTRES

Type : X Etablissements sportifs couverts / Catégorie ERP : 1

Nature des travaux :

Travaux d'aménagement

Demande de dérogation : non

MOTIVATION

- sur l'autorisation : Favorable

AVIS DE LA COMMISSION

La commission émet un **avis favorable** à la réalisation de ce projet.

A ALBI, le jeudi 12 mars 2020
Pour la Préfète
La présidente de la commission


Mme TREILLET Eliane